

# CONTRE LA CASSE DE NOS DROITS, POUR LA RECONQUÊTE SOCIALE !

MARDI 9 OCT  
2018



## TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET À LA MANIFESTATION À METZ

*Les contre-réformes et les annonces du gouvernement Macron se multiplient depuis plus d'un an et s'accroissent encore aujourd'hui. Toutes, sans exception, sont d'idéologie libérale, toutes, sans exception, conduisent à casser l'ensemble des droits collectifs et individuels et à détruire méthodiquement, étape par étape, notre modèle social et la conception égalitaire et solidaire des services publics.*

*Les richesses produites n'ont jamais cessé de croître, les profits et les dividendes versés aux actionnaires atteignent des sommets, les entreprises bénéficient de plus de 100 milliards d'aides publiques et d'exonération sociale chaque année. La fraude et l'évasion fiscale des plus riches restent à des niveaux vertigineux. La politique brutale de Macron stigmatise celles et ceux qui n'ont rien, tout en les accusant de coûter un pognon de dingue. Son action conduit à détruire toute égalité, toute solidarité et toutes les normes protectrices pour ériger une société du chacun pour soi, du chacun dans son coin.*

*Dans la continuité des attaques portées par le gouvernement Hollande/Valls, les ordonnances Macron finalisent la casse du Code du travail et des Conventions collectives, facilitent considérablement les licenciements collectifs et individuels et réduisent les moyens de résistances des représentants du personnel. Macron poursuit sa politique de régression sociale en s'en prenant à la Protection sociale sur laquelle le gouvernement veut mettre la main.*

*En supprimant les cotisations sociales d'assurance maladie et d'assurance chômage et en augmentant et pérennisant les exonérations de cotisations patronales, le gouvernement transfère le financement de la Protection sociale vers l'impôt - essentiellement des travailleurs - pour transformer notre système d'assurances sociales géré par les salariés et leurs représentants en un système d'assistance publique à minima obligeant les salarié.e.s et leurs familles - en tout cas ceux qui le pourront - à tenter de se protéger individuellement.*

## LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE DÉJÀ :

**À la Sécurité sociale**, en mettant en cause ses principes fondateurs et en voulant réduire les prestations dans une logique d'austérité budgétaire. C'est dans ce cadre que le Premier ministre a fustigé l'augmentation des arrêts maladie, accusé les assurés sociaux de s'octroyer un jour de congé supplémentaire et projeté de « taper » sur les indemnités journalières. C'est aussi dans ce cadre que sont prévues la baisse des aides sociales et la moindre revalorisation des pensions, allocations et minima sociaux ;

**À l'Assurance chômage et aux droits des chômeurs :** le gouvernement impose une feuille de route aux organisations syndicales pour définir de nouvelles modalités d'indemnisation - la dégressivité par exemple - pour baisser les dépenses dans une logique de stigmatisation des chômeuses et des chômeurs qui seraient responsables de leur situation ;

**À l'ensemble des régimes de retraite** du secteur privé et du secteur public et aux régimes spéciaux. Au nom d'une pseudo-égalité, le gouvernement s'apprête à mettre en œuvre un système dit universel remettant en cause l'ensemble des régimes de retraites existants au profit d'un système par points. La retraite serait ainsi calculée pour tous sur l'ensemble de la carrière conduisant de fait à réduire significativement le niveau des pensions. Avec Macron, chacun aura donc la « liberté » de reporter son départ en retraite pour espérer bénéficier d'une pension décente.

Après l'ensemble des attaques portées depuis 1993 - report de l'âge légal et augmentation de la durée de cotisations - le gouvernement se prépare à porter le coup de grâce au système par répartition solidaire pour ouvrir un boulevard aux fonds de pensions et retraites par capitalisation ;

**Au système de santé** et en particulier aux hôpitaux publics ; fermeture massive de lits, réorganisations des services dans une situation où les hôpitaux et leurs agents ne peuvent déjà plus faire face aux besoins ;

**Aux Services publics :** cette politique de terre brûlée s'applique aussi aux Services publics dans une logique de baisse suicidaire des dépenses publiques, mettant en cause les missions et l'égalité de droit, en s'attaquant au Statut des Fonctionnaires et des Agents publics et en supprimant des milliers de postes et en imposant le contrat de mission ;

**À l'avenir des jeunes**, par l'instauration en particulier de la sélection à l'entrée à l'enseignement supérieur (ParcoursSup).

**Oui, l'heure est à la défense de notre modèle social, au combat tous ensemble contre la casse de nos droits et à la mobilisation interprofessionnelle pour la reconquête sociale.**

**À cette politique de régression sociale, les organisations syndicales départementales FO, CGT, Solidaires, FSU, CNT, UNL opposent leurs revendications :**

- ☑ **Augmentation immédiate des salaires, des traitements, des retraites et pensions, des allocations et minima sociaux !**
- ☑ **Maintien de notre Sécurité Sociale assise sur les cotisations et le salaire différé, confirmée dans ses fondements du Conseil National de la Résistance : « cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins » !**
- ☑ **Maintien de l'Assurance chômage sans aucune étatisation et pour l'augmentation des allocations !**
- ☑ **Refus du système universel de retraite par points ou sous toute autre forme. Maintien de tous les régimes actuels ! Retour à la retraite à 60 ans pour 37 ans et demi de cotisation !**
- ☑ **Abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron ! Pour l'amélioration des conditions de travail, contre toute forme de discrimination et pour la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,**
- ☑ **Défense de tous les Services Publics : arrêt des suppressions de postes et de fermeture de services, maintien du statut et création des emplois statutaires permettant de faire face aux besoins de la population sur tout le territoire.**

**Les organisations syndicales départementales appellent l'ensemble des femmes et hommes salariés, chômeurs, retraités et jeunes à répondre à l'appel national à la mobilisation interprofessionnelle, et aux salariés de tous les secteurs professionnels à se mettre massivement en grève mardi 9 octobre.**

**Dans ce cadre, ils appellent l'ensemble de leurs structures syndicales dans les entreprises et les administrations à se rencontrer, à définir leurs revendications, à construire le rapport de force et à relayer cet appel à la grève et à manifester ; à préparer enfin les conditions de la nécessaire reconduction de la grève. Une prise de parole des secteurs en grève est prévue le 9 octobre.**

**POUR LA DÉFENSE DE NOS DROITS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS,  
POUR LA RECONQUÊTE SOCIALE !**

**MARDI 9 OCTOBRE 2018  
JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE**

**MANIFESTATION À METZ  
DÉPART PLACE DES DROITS DE L'HOMME  
(Centre Pompidou)**

**14 HEURES**